



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26 décembre 2022
de mise en demeure à l'encontre de la société CHROM IMPEC pour les installations qu'elle exploite
20-22 rue Eiffel à GRETZ ARMAINVILLIERS (77220)
et la rendant redevable d'une astreinte administrative journalière**

VU l'annexe XIV du règlement (CE) n°1907/2006, dit règlement REACH ;

VU les parties législatives et réglementaires du Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 et L. 521-17 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, Préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

VU l'arrêté n°22/BC/063 du 20 juillet 2022 du préfet de Seine-et-Marne portant délégation de signature à Mme Emmanuelle GAY, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 imposant des prescriptions complémentaires à la société CHROM IMPEC pour les activités de traitement de surface qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Gretz-Armainvilliers ;

VU l'arrêté préfectoral n°2019/DRIEE/UD77/087 du 22 novembre 2019 de mise en demeure à l'encontre de la société CHROM IMPEC à Gretz-Armainvilliers (77 220) ;

VU le rapport de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France n° E4/22-1110 du 27 avril 2022, établi suite à la visite d'inspection du 10 février 2022 de la société CHROM IMPEC ;

VU les éléments transmis par courriels des 10 février, 11 février et 15 février 2022 par la société CHROM IMPEC à l'inspection des installations classées, notamment les devis relatifs aux installations électriques et aux portes coupe-feu, les consignes de sécurité et les rapports de surveillance des eaux souterraines ;

VU les rapports de surveillance des eaux souterraines transmis par la société CERECO par courriel du 17 février 2022 ;

VU le courrier préfectoral n° E4/22-1112 du 16 mai 2022 informant la société CHROM IMPEC des décisions susceptibles d'être prises à son encontre et l'invitant à formuler ses observations ;

VU les observations transmises par la société CHROM IMPEC le 26 septembre 2022 sur le courrier précité ;

VU les éléments transmis par l'exploitant lors de la réunion du 5 octobre 2022 entre les services de l'inspection des installations classées et le représentant de la société CHROM IMPEC relatifs aux consignes et procédures d'exploitation et de sécurité, aux installations électriques et aux déchets ;

VU les éléments transmis le par courriels du 11 octobre 2022 par la société CHROM IMPEC à l'inspection des installations classées relatifs aux déchets et à la surveillance des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que d'après les constats effectués le 10 février 2022 par l'inspection des installations classées, la société CHROM IMPEC n'a toujours pas procédé à la mise à jour de sa situation administrative et à la vérification de son positionnement vis-à-vis des seuils Seveso (directement ou par cumul) ;

CONSIDÉRANT que d'après les constats effectués le 10 février 2022 par l'inspection des installations classées, la société CHROM IMPEC ne respecte pas les prescriptions de son arrêté préfectoral en ce qui concerne l'inventaire des substances ou préparation dangereuse ;

CONSIDÉRANT que d'après les constats effectués le 10 février 2022 par l'inspection des installations classées, la société CHROM IMPEC ne respecte pas les conditions de prélèvements d'eau prescrites dans son arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que d'après les constats effectués le 10 février 2022 par l'inspection des installations classées, la société CHROM IMPEC ne respecte pas les prescriptions de son arrêté préfectoral en matière de mise en œuvre de consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents ;

CONSIDÉRANT que d'après les constats effectués le 10 février 2022 par l'inspection des installations classées, la société CHROM IMPEC doit s'assurer de la conformité de son exploitation vis-à-vis des prescriptions de son arrêté préfectoral dans leur ensemble ;

CONSIDÉRANT que d'après les constats effectués le 10 février 2022 par l'inspection des installations classées, la société CHROM IMPEC ne respecte pas les prescriptions de son arrêté préfectoral concernant le stockage des déchets ;

CONSIDÉRANT que d'après les constats effectués le 10 février 2022 par l'inspection des installations classées, la société CHROM IMPEC n'a pas informé le Préfet et l'inspection des installations classées de l'existence d'une pollution des eaux souterraines et qu'il n'a pas pris les dispositions pour rechercher l'origine de la pollution et les mesures pour y remédier, si celle-ci provient de ses installations ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux conditions d'exploitation imposées par son arrêté préfectoral susvisé ;

CONSIDÉRANT que les installations précitées peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et peuvent être à l'origine d'un incident ou d'un accident ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-7 du Code de l'Environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que suite à l'inspection du 17 septembre 2019, la société CHROM IMPEC avait été mise en demeure, par arrêté préfectoral n°2019/DRIEE/UD77/087 du 22 novembre 2019 susvisé, de respecter, sous un délai de 3 mois, l'annexe XIV du règlement (CE) n°1907/2006

« REACH » « L'autorisation d'usage du trioxyde de chrome délivrée par la Commission européenne aux fournisseurs et utilisateurs doit être en leur possession. » et les articles suivants de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 susvisé :

- l'article 7.2.3 Installations électriques – Mise à la terre « [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.
- L'article 7.5.2 Entretien des moyens d'intervention « Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. [...] »
- Les articles 4.5.2.1 et 4.5.2.2 Campagnes d'analyses des eaux souterraines / Transmission des résultats. « Une surveillance de la nappe phréatique située au droit du site sera réalisée selon les dispositions définies ci-après : Au moins deux fois par an (en périodes de hautes et de basses eaux de nappe), le niveau piézométrique sera relevé et un prélèvement et une analyse des eaux souterraines seront effectués au niveau des trois piézomètres de contrôle Pz1, Pz2 et Pz3.[...] » « Un rapport contenant les résultats des relevés et mesures prescrits ci-dessus est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant leur réalisation. Les résultats sont commentés. [...] »
- L'article 3.3.1 Contenu et périodicité « La surveillance des rejets dans l'air porte sur [...] les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation est réalisée au moins une fois par an[...] ».
- L'article 5.2.1 Gestion des déchets à l'intérieur de l'établissement — Organisation « L'exploitant organise le tri, la collecte et l'élimination des différents déchets générés issus des activités qu'il exerce. L'organisation qu'il met en place pour satisfaire les principes et prescriptions fixés au chapitre 5.1 du présent arrêté est décrite et tracée. Le document correspondant spécifie les responsabilités de chaque intervenant des processus de gestion des déchets mis en œuvre dans l'établissement. Ce document est régulièrement mis à jour et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. ».
- L'article 5.2.2 Gestion des déchets à l'intérieur de l'établissement — Stockages sur site « L'exploitant établit et tient à jour un plan des zones de stockage et de regroupement des déchets. Ce plan précise, pour chaque zone repérée, la nature et la quantité maximale des déchets qui y sont entreposés ou stockés provisoirement. [...] ».
- Les articles 7.3.1.2 et 7.5.4. Contenu des consignes / Consignes générales d'intervention « Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. [...] », « Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. [...] »
- l'article 8.1.7 Protection individuelle « Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.[...] »

CONSIDÉRANT qu'au cours de l'inspection du 10 février 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les éléments attendus concernant la demande d'autorisation d'utilisation du trioxyde de chrome pour l'usage 3 qui s'avère être en cours de traitement par la commission européenne et soumet donc l'exploitant au rapport sur la sécurité chimique ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 10 février 2022, l'inspection a constaté que la société CHROM IMPEC avait procédé au contrôle des rejets atmosphériques pour les années 2019 et 2002 mais pas pour l'année 2021 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 10 février 2022, l'inspection a constaté que des devis avaient été établis par la société CHROM IMPEC pour une partie des travaux d'électricité et de mise aux normes des portes coupe-feu ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 10 février 2022, l'inspection a constaté que la société CHROM IMPEC n'avait pas procédé au contrôle des rejets atmosphériques pour l'année 2021 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 10 février 2022, l'inspection a constaté que la société CHROM IMPEC a procédé à une surveillance de la nappe phréatique au droit du site ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 10 février 2022, il a été constaté que la société ne satisfaisait toujours pas aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 susvisé ayant fait l'objet de la mise en demeure suivantes :

- l'article 7.2.3 Installations électriques – Mise à la terre « [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.
- l'article 7.5.2 Entretien des moyens d'intervention « Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. [...] »
- l'article 4.5.2.2 Transmission des résultats. « Un rapport contenant les résultats des relevés et mesures prescrits ci-dessus est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant leur réalisation. Les résultats sont commentés. [...] »
- L'article 3.3.1 Contenu et périodicité « La surveillance des rejets dans l'air porte sur [...] les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation est réalisée au moins une fois par an[...] ».
- L'article 5.2.1 Gestion des déchets à l'intérieur de l'établissement — Organisation « L'exploitant organise le tri, la collecte et l'élimination des différents déchets générés issus des activités qu'il exerce. L'organisation qu'il met en place pour satisfaire les principes et prescriptions fixés au chapitre 5.1 du présent arrêté est décrite et tracée. Le document correspondant spécifie les responsabilités de chaque intervenant des processus de gestion des déchets mis en œuvre dans l'établissement. Ce document est régulièrement mis à jour et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. ».
- L'article 5.2.2 Gestion des déchets à l'intérieur de l'établissement — Stockages sur site « L'exploitant établit et tient à jour un plan des zones de stockage et de regroupement des déchets. Ce plan précise, pour chaque zone repérée, la nature et la quantité maximale des déchets qui y sont entreposés ou stockés provisoirement. [...] ».
- Les articles 7.3.1.2 et 7.5.4 Contenu des consignes / Consignes générales d'intervention « Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. [...]», « Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. [...] »
- l'article 8.1.7 Protection individuelle « Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et

permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.[...]. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la réunion du 5 octobre 2022, l'exploitant a fourni les justificatifs de réparation des portes coupe-feu permettant de lever la non-conformité relative à l'article 7.5.2 ;

CONSIDÉRANT que lors de la réunion du 5 octobre 2022, l'exploitant a fourni un rapport de vérification des installations électriques qui indique la persistance de 5 non-conformités ;

CONSIDÉRANT que par courriel du 11 octobre, l'exploitant a fourni un tableau commentant les résultats des dernières analyses de surveillance des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que lors de la réunion du 5 octobre 2022 et par courriel du 11 octobre, l'exploitant a fourni un plan de stockage des déchets dangereux, des procédures et des consignes incomplets ;

CONSIDÉRANT que les non-respects persistants constituent un manquement caractérisé à la mise en demeure édictée par l'arrêté préfectoral n°2019/DRIEE/UD77/087 du 22 novembre 2019 susvisé et qu'il convient de prendre une mesure destinée à assurer le respect de la mesure de police que constitue la mise en demeure ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-4° du code de l'environnement en rendant la société CHROM IMPEC redevable d'une astreinte administrative journalière ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – RESPECT DES DISPOSITIONS

La société CHROM IMPEC (SIREN n°582101259) qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ ARMAINVILLIERS (77220) est mis en demeure de :

- **dans un délai de trois mois :**
 - respecter les dispositions de l'article 1.2.1 de l'AP complémentaire du 15/12/2009 et de transmettre à l'inspection l'actualisation de la situation administrative du site concernant les rubriques ICPE et son statut SEVESO,
 - respecter les dispositions de l'article 5.3.7 de l'AP complémentaire du 15/12/2009 et de transmettre à l'inspection un registre d'élimination des déchets,
 - respecter les dispositions de l'article 7.1.1 de l'AP complémentaire du 15/12/2009 et de transmettre à l'inspection un inventaire des substances ou préparation dangereuses,
 - respecter les dispositions de l'annexe XIV du règlement (CE) n°1907/2006 du 18/12/2006, dit « REACH » et indiquer les scénarios d'exposition dont relève le site et démontrer le respect des rapports sur la sécurité chimique associés,
 - respecter les dispositions de l'article 4.1.1 de l'AP complémentaire du 15/12/2009 et de s'assurer du respect de la consommation maximale autorisée,
 - respecter les dispositions de l'article 7.3.1.1 de l'AP complémentaire du 15/12/2009 et de procéder à la rédaction de procédures et instructions d'exploitation et contrôle leur bonne mise en œuvre et réalise et consigne une vérification de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leur annexes, stockages, rétentions, canalisations, etc.)
- **dans un délai de six mois :**
 - respecter les dispositions de l'article 1.3 de l'AP complémentaire du 15/12/2009 et de procéder à une vérification de la conformité de l'installation à son arrêté préfectoral et, le cas échéant, de présenter à l'inspection un plan et un calendrier de résorption des non-conformités,

- respecter les dispositions de l'article 4.5.2.3 de l'AP complémentaire du 15/12/2009 et de prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution des eaux souterraines et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes et informer le préfet et l'inspection des installations des mesures prises ou envisagées.

ARTICLE 2 – ASTREINTE JOURNALIÈRE

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8-4° du Code de l'environnement, la société CHROM IMPEC (SIREN n° 582101259) qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ ARMAINVILLIERS (77220), est rendue redevable d'une astreinte administrative journalière jusqu'à satisfaction des dispositions suivantes ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2019/DRIEE/UD77/087 du 22 novembre 2019 et répartie comme suit :

- 10 (dix) euros jusqu'à la satisfaction des exigences prévues par l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 qui prévoit « La surveillance des rejets dans l'air porte sur [...] les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation est réalisée au moins une fois par an[...] »,
 - 20 (vingt) euros jusqu'à la transmission des traces écrites pour la remédiation des 5 défauts relevés lors de la vérification réalisée par la société SOCOTEC dans son rapport du 14 avril 2022 et la satisfaction des dispositions prévues par l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 qui impose la conformité des installations électriques « L'exploitant devra remédier à ces défauts dans les plus brefs délais. Il conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.[...] »,
 - 5 (cinq) euros jusqu'à la satisfaction des exigences prévues par l'article 5.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 qui prévoit « L'exploitant organise le tri, la collecte et l'élimination des différents déchets générés issus des activités qu'il exerce. L'organisation qu'il met en place pour satisfaire les principes et prescriptions fixés au chapitre 5.1 du présent arrêté est décrite et tracée. Le document correspondant spécifie les responsabilités de chaque intervenant des processus de gestion des déchets mis en œuvre dans l'établissement. Ce document est régulièrement mis à jour et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »,
 - 5 (cinq) euros jusqu'à la satisfaction des exigences prévues par l'article 5.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 qui « L'exploitant établit et tient à jour un plan des zones de stockage et de regroupement des déchets. Ce plan précise, pour chaque zone repérée, la nature et la quantité maximale des déchets qui y sont entreposés ou stockés provisoirement. [...] »,
 - 10 (dix) euros jusqu'à la satisfaction des exigences prévues par les articles 7.3.1.2 et 7.5.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 qui prévoit « Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. [...] »
- « Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. [...] » ;
- 20 (vingt) euros jusqu'à la satisfaction des exigences prévues par l'article 8.1.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 qui prévoit « Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent

être conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.[...]. ».

Le recouvrement de l'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.

ARTICLE 3 – SANCTION

Faute d'obtempérer à la présente injonction, la société CHROM IMPEC sera passible des sanctions tant pénales qu'administratives prévues par les textes relatifs aux installations classées.

ARTICLE 4 – FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 – INFORMATION DES TIERS

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Gretz-Armainvilliers et peut y être consultée.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne, pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 6 – NOTIFICATION ET EXÉCUTION

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;
- Monsieur le sous-préfet de Torcy ;
- Monsieur le maire de Gretz-Armainvilliers ;
- Madame la cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société CHROM IMPEC sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 26 décembre 2022

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice empêchée,
La Cheffe de l'Unité
Départementale de Seine-et-Marne



Agnès COURET

Destinataires d'une copie pour information :

- M. le directeur départemental des territoires (DDT)
- Mme la déléguée départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS)
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours (SDIS)
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile – (Préfecture SIDPC)

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.